

Ukraine, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie : implications et compromissions !



Par Jean-Loup Izambert et Claude Janvier

Emmanuel Macron, à propos de la crise ukrainienne, joue à cache-tampon entre Joe Biden et Vladimir Poutine ! Magistrale poudre aux yeux juste destinée à ce que vous votiez prochainement pour lui en avril ou l'un de ses complices. 5 ans de règne sans dialogues, sans partages, – sauf avec ses amis et relations – et sans compassions. Vous croyez que l'on exagère ? Lisez ce texte documenté issu du chapitre 8 de notre livre « Le virus et le président » IS édition, et faites vous votre propre opinion.

« *Nous sommes en guerre* ». En écoutant Emmanuel Macron prononcer ces mots à six reprises avec un ton martial lors de son allocution du 16 mars 2020, nous étions inquiets. Car en effet, un énarque-bancarisé en costard-cravate qui parlotte sur la guerre, ça fout la trouille.

Ça fout la trouille pour la simple raison qu'un tel chef des armées, constitutionnellement parlant, élevé au biberon de l'ENA et poudré-finance « *pour plaire un peu comme une prostituée* » – c'est lui qui l'a dit ([1] France's Hollande Casts Fate With Ex-Banker Macron, par Stacy Meichtry et William Horobin, Wall Street Journal, 8 mars 2015) – dans les allées de la Rothschild ne peut que nous la faire perdre.

Surtout celle contre la « *pandémie* » du SRAS-CoV-2. Du reste, celle-ci était déjà perdue d'avance pour cause de bousillage du budget de la Santé depuis des décennies. Donc, pas de gros soucis. Il restait juste à compter les morts, dont la plupart auraient pu ne pas mourir sur ce champ de bataille du déshonneur.

Nous avons pensé qu'il allait vous parler enfin du bilan de la guerre contre l'Afghanistan de 2001 à 2014 avec l'OTAN. Pas vous ? Non, c'est vrai, vous êtes complètement désinformés sur le sujet et vous vous contentez de payer les aventures militaires de l'Élysée contre les peuples.

L'Afghanistan, c'est loin, et officiellement terminé depuis décembre 2014. Interloqués nous fûmes. « *Guerre* », « *ennemi invisible* », « *première ligne* », « *combat* »... Nous nous sommes dit : « Tiens, il va enfin nous parler des

guerres françaises en Afrique ». L'Afrique, c'est plus proche que l'Afghanistan, et la France y entretient sa vieille tradition de massacres afin de sauver régulièrement des dictateurs corrompus qui permettent à ses sociétés transnationales de piller les richesses.

Tenez, par exemple, la République démocratique du Congo (RDC), l'un des pays les moins développés du monde à force de Françafrique, détient près de la moitié des ressources globales en cobalt et assure 60 % de la production mondiale. La réglementation de cette industrie y est pratiquement inexistante, les institutions très faibles, en grande partie en raison de son histoire d'exploitation étrangère depuis la période coloniale. Le cobalt entrant dans la fabrication des batteries Lithium-ion, la décision de certains constructeurs automobiles de privilégier la voiture électrique a entraîné une augmentation considérable de la demande.

Derrière les publicités en quadrichromie des villes silencieuses et propres de ces constructeurs se cache une autre réalité, beaucoup moins belle : l'extraction du cobalt se fait dans des mines artisanales congolaises dans des conditions souvent déplorables.

« Généralement, des travailleurs – y compris des enfants – creusent avec un équipement de base dans des tunnels dangereux. Alors que le risque mortel d'effondrement est permanent, ils gagnent à peine assez pour se nourrir », indique Alexander Lefteris Papadovassilakis, chercheur au Centre de Politique de Sécurité de Genève. (([2] Le lithium et le cobalt : les producteurs doivent faire face à leurs responsabilités, par Alexander Lefteris Papadovassilakis, Le Temps, 13 février 2017))

Idem pour le lithium (Bolivie, Chili, Argentine), le nickel et le graphite destinés aux producteurs des mêmes batteries, dont l'extraction dans des conditions souvent inhumaines met de plus en péril l'équilibre écologique des pays d'où ils sont extraits en détruisant des sites naturels. Pratiquement pas de Code du Travail, peu ou pas de réglementation, surexploitation...

Mais non, rien sur le pillage de l'Afrique par les transnationales françaises. Pourtant, ce ne sont ni les pays, ni les destructions, ni les assassinats, ni les bains de sang qui manquent. Avec 4 500 militaires engagés en Mauritanie, au Mali – terminé depuis peu –, au Burkina Faso, au Niger ainsi qu'au Tchad et en Libye, « le guerrier » Macron avait le choix. D'autant que Florence Parly, l'énarque en jupon devenue ministre des Armées, avait préparé le terrain à l'énarque-guerrier assurant, en décembre 2019, que l'opération Barkhane en Afrique « *c'est la France qui combat le terrorisme à sa source* ». Mort de rire ! À se demander si Florence n'est pas nouvelle au bercail de l'Élysée-Matignon. Parce qu'en matière de terrorisme, le président français a côtoyé plus d'un expert de lutte antiterroriste qui soutenait le... terrorisme

Ministre, il participa au gouvernement Valls qui fut l'un des principaux responsables du développement du terrorisme sous la présidence de François Hollande. Devenu président, sans doute pour s'assurer que « *la France combat*

(bien) le terrorisme à sa source », il fit embaucher par son premier Premier ministre, Édouard Philippe, l'un des principaux soutiens au terrorisme en la personne de Jean-Yves Le Drian. Celui-là même qui, avant de devenir ministre de l'Europe et des Affaires étrangères au sein de ce gouvernement, fut ministre de la Défense dans les gouvernements Ayrault, Valls et Cazeneuve. Voilà qui fait beaucoup, mais Le Drian est un cumulard et pas seulement de mandats.

Un vrai trafiquant d'armes doublé d'un spécialiste du mensonge d'État. De son bureau, Le Drian alimentait « la source » du terrorisme – celle-là même que dame Parly dit combattre –, tantôt diplomatiquement à l'ONU, tantôt militairement en protégeant et en armant, par DGSE interposée, les groupes terroristes qui répandaient la terreur en Libye, puis en République arabe syrienne. Après l'échec du coup d'État de Damas du 18 juillet 2012, auquel participa la DGSE, certains chefs de ces groupes criminels furent reçus plus tard à l'Assemblée nationale, à Matignon et à l'Élysée, tandis que d'autres se réfugiaient en France. (([3] Lire sur les relations entre dirigeants français et chefs de groupes criminels 56, tome 1, L'État français complice de groupes criminels et 56, tome 2, Mensonges et crimes d'État, par Jean-Loup Izambert, IS Édition.))

« Le guerrier » allait-il vous parler de la Libye, dont vos médias vous désinforment sur l'engagement de l'Élysée ? Allait-il vous dire que sans aucun vote du Parlement, il embourbe la France, avec l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis, la Fédération de Russie et Israël, dans les ingérences étrangères qu'il... dénonce en soutenant le maréchal autoproclamé Khalifa Haftar, homme de la CIA en Libye ? Celui-ci, en échange du soutien militaire de ses maîtres, doit leur donner accès libre aux ressources pétrolières – celles qui du temps de Kadhafi étaient investies dans la modernisation du pays –, à la recherche de gaz off-shore dans le Golfe de Syrte et, dit-on, « l'utilisation de la base aérienne d'Al-Koufrah pour faire le plein de kérosène des avions-cargos transportant l'uranium et l'or extraits au Mali ». (([4] En intervenant en Libye, la France déstabilise le Maghreb, par Gilles Munier, France-Irak Actualité, 1er juillet 2020, article publié en langue arabe sur le site algérien El Bahdja news le 1er juillet 2020))

Dans le cadre d'un « plan diabolique, pensé et mis en œuvre par la Banque mondiale, au profit des multinationales », des sociétés anglo-saxonnes et la Somadex, filiale du groupe Bouygues, pillent ces richesses du Mali, qui reste l'un des pays les plus pauvres du monde. (([5] Main basse sur l'or du Mali, par Oumar Babi, Mondafrique, 1er mai 2016, www.mondafrique.com))

Mais non, pas d'Afrique ni même de Syrie ou de Libye au rendez-vous présidentiel télévisuel.

Pourtant plus de 1 000 militaires français sont engagés en Syrie et en Irak, où ils n'ont rien à y faire si ce n'est de soutenir l'invasion étasunienne pour en piller les richesses. L'armée US et l'armée française y ont pris la place de l'État islamique après avoir protégé ce groupe terroriste dans son

trafic de pétrole vers la Turquie. Les parents ont pris la place de leur enfant sauvage adoptif après l'avoir répudié.

Du mois de juin 2014, période de lancement par Washington de sa prétendue « *Coalition internationale pour combattre le terrorisme* », au 30 septembre 2015, début de la coopération entre l'armée russe et l'armée arabe syrienne, en quinze mois de violation de l'espace aérien syrien, cette coalition à laquelle participe l'armée française sous commandement US n'a ni révélé l'existence de ce gigantesque trafic ni réalisé aucune frappe pour le détruire !

Comme ces faits, que les médias vous ont également dissimulés, datent de 2016, nous avons pensé que « *le guerrier* » allait vous présenter fièrement le bilan désastreux, le coût des activités de l'armée coloniale française en Syrie et alentour.

Nous trouvons suspect le silence du « *guerrier* » après les bombardements de la Syrie qu'il ordonna en avril 2018 à la demande de Washington et sans consultation du Parlement ni mandat de l'ONU.

Lorsque des terroristes de l'État islamique capturés par l'armée arabe syrienne confessent qu'ils ont été entraînés par les forces d'occupation étasuniennes stationnées dans la région syrienne d'Al-Tanf, vous n'en avez rien su par les médias des milliardaires.

Lorsque d'autres terroristes du même groupe, tel Mohammad Houssayn Saoud, indiquèrent que ce sont les renseignements britanniques qui l'ont forcé, avec d'autres terroristes travaillant pour lui, à collaborer en recueillant des informations sur les institutions et les sites militaires syriens et russes en Syrie, les mêmes médias vous ont dissimulé ces faits mettant à jour, avec d'autres, le rôle de l'Élysée et d'autres capitales occidentales dans le soutien au terrorisme.

Lorsque les États-Unis, soutenus dans leur guerre par la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique et la Turquie volent ouvertement 200 000 barils de pétrole par jour des champs de pétrole syriens, vous n'en savez encore rien par ces médias.

Lorsque les mêmes volent en plus 400 000 tonnes de coton, 5 millions de têtes de bétail, vous n'en savez toujours rien par ces médias.

Lorsqu'ils mettent le feu à des milliers d'hectares de champs de blé, se vantent de diviser la Syrie et de délibérément affaiblir la valeur de sa monnaie nationale, ces médias vous dissimulent ces faits.

De même que ces médias vous taisent les mesures économiques coercitives des États-Unis visant à étouffer le peuple syrien, qu'ils occupent certaines parties de son pays et protègent leur partenaire turc occupant d'autres vastes parties de terres syriennes.

Aussi lorsque la représentante des États-Unis à l'ONU parle du souci de son administration devant la détérioration des conditions de vie des citoyens syriens en l'attribuant à ce qu'elle qualifie de « régime », la question légitime devient : n'est-ce pas là une phase de maladie aiguë et ne sommes-nous pas face à des symptômes de schizophrénie politique ?

Et, vous ne serez pas informé non plus par ces médias que le 31 mai 2020, la République arabe syrienne a adressé une plainte officielle au Secrétaire général des Nations Unies et au président du Conseil de sécurité contre les gouvernements de certains États membres, au premier rang desquels les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et la Turquie. Objet :

« Mettre un terme aux ingérences hostiles d'États étrangers dans les affaires intérieures de la République arabe syrienne et engager tous les États membres à s'abstenir de toute pratique visant à saper l'indépendance et la poursuite du processus politique. »([6] Intervention du Dr Bachar Al-Jaafari, chef de la mission de la République arabe syrienne auprès des Nations unies, 29 juin 2020))

Tout au long de dix années de guerre meurtrière, de 2010 à 2020, les gouvernements des États-Unis, de l'Angleterre, de la France et de la Turquie ont soutenu, financé et armé des groupes et organisations de terroristes multinationaux de multiples allégeances et de diverses casquettes, ainsi que des milices séparatistes à leurs ordres. Ils ont délibérément mené des agressions militaires unilatérales et tripartites contre la République arabe syrienne, occupé certaines parties de son territoire, commis des meurtres et des destructions, procédé à des déplacements et à des changements démographiques, pillé ses richesses naturelles et historiques dont le pétrole, le gaz, les cultures agricoles et les antiquités, brûlé et détruit tout ce qu'ils n'ont pu voler, imposé toujours plus de mesures coercitives unilatérales au peuple syrien.

Mais qu'en avez-vous réellement su par les médias des milliardaires ? Une fois de plus, vous êtes complètement désinformés sur ces faits, bien plus graves que la petite pandémie de la Covid-19. Un peu comme si la guerre n'existait plus. Donc, pas de Syrie non plus dans le discours du président qui, il est vrai, a plutôt intérêt à faire profil bas sur le crime d'agression qu'il perpète contre la République arabe syrienne, crime ouvert par la présidence Hollande.([7] Lire sur les relations entre dirigeants français et chefs de groupes criminels : 56, tome 1, L'État français complice de groupes criminels et 56, tome 2, Mensonges et crimes d'État, par Jean-Loup Izambert, IS Édition.))

Les Gilets jaunes, alors ? Car, vous l'avez sans doute remarqué, les mouvements sociaux sont aujourd'hui assimilés par des grands patrons et certains politiciens à des actes de violence et « d'atteintes aux libertés par une minorité ». En décembre 2016, en pleine manifestation contre la « loi Travail », le « patron des patrons » du moment, Pierre Gattaz, avait donné le

ton en comparant les militants de la CGT à des « voyous » et des « terroristes ».

Le tribunal correctionnel de Bobigny relaxa le Gattaz poursuivi pour diffamation, le juge du tribunal considérant que ses propos ne sont « *pas suffisamment précis pour constituer une diffamation* » (sic). En magistrature française, la diffamation oblige à la précision. Par exemple, dire qu'un magistrat est un con ne suffit pas. Il faut, afin d'être entendu en tribunal, donner son identité complète.

Depuis les attentats de 2015, 7 000 à 10 000 soldats ont été déployés en plus des forces de police et de gendarmerie. Leur rôle est surtout de réprimer les mouvements sociaux, comme celui des Gilets jaunes en 2019. Là, ça sent la guerre. « *Le guerrier* » allait-il monter au front, vous lançant un clairvoyant et tonnante « *Français, je vous ai compris !* » et répondre aux revendications qui montent du cher et vieux pays en pleine ébullition ?

Rien de tout cela ! Le refus du dialogue est devenu permanent. Nous sommes bel et bien en dictature.

Révolution cherche mouvement révolutionnaire pour stopper les drames d'aujourd'hui et affronter les réalités de demain. Vous en êtes ?

Jean-Loup Izambert et Claude janvier. Auteurs du livre « Le virus et le président ». IS édition. Extrait du chapitre 8. www.is-edition.com

Notes :